Le dialogue social : plus difficile, plus nécessaire !

Le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) estime urgent d'interroger notre modèle de croissance. Son président, Thierry Jacques, plaide pour l'invention d'autres modes de production et de consommation. Pour un autre mode de vie !

Thierry Jacques
Photo : Archives

Propos recueillis par Marianne VANHECKE

Thierry Jacques : Avec trois organisations syndicales, dont deux ont une forte représentativité dans le monde du travail, la Belgique a une longue expérience de la concertation sociale, avec différents niveaux d'intervention, de l'entreprise au niveau national interprofessionnel. Cependant, le déclenchement de la crise économique, c'est-à-dire l'apparition des effets de la crise financière sur les entreprises avec ce que cela suppose de restructurations, licenciements, mises en chômage économique, etc., complique singulièrement le dialogue social et, en même temps, le rend plus nécessaire encore. S'il n'y a pas un minimum de dialogue, de respect de part et d'autre, de capacité à comprendre la situation et à se comprendre mutuellement, on risque de voir se multiplier les réactions désespérées, comme celle de ces ouvriers français qui menaçaient de faire sauter leur usine en faillite. Même si je n'approuve pas, je peux comprendre. En même temps, ce n'est pas un hasard si ce type de réaction se produit en France où le dialogue social existe certes au niveau national mais reste difficile dans les entreprises, à cause de la multiplicité des organisations syndicales et de leur faiblesse structurelle.

Crise multidimensionnelle

Th.J. : Ceci dit, nous ne sommes pas face à un simple dérèglement du système économique. Si on pense pouvoir repartir comme avant, après quelques ajustements, nous courons à la catastrophe. Le dysfonctionnement fait partie du système. Il suffit de voir les crises qui se sont succédé depuis les années 70 : chocs pétroliers, éclatement de la bulle Internet, dérapages économiques et financiers des pays asiatiques mais aussi au Mexique et en Argentine, retentissante faillite d'Enron, flambée des prix du pétrole, hausse du coût des denrées alimentaires et émeutes de la faim en Afrique, en Asie. Aujourd'hui, nous sommes dans une crise multidimensionnelle. C'est pourquoi, nous parlons DES crises, financière d'abord, économique actuellement, de plus en plus sociale, mais aussi crise environnementale et crise du développement, avec, notamment, les enjeux climatiques que l'on sait. Bref, il est urgent d'interroger radicalement le modèle de croissance dans lequel nous évoluons. Et ça, ça pose des questions à la concertation sociale, au MOC, aux organisations syndicales et au monde patronal, puisque, si on est d'accord de questionner ce modèle, on doit admettre qu'il faut rapidement inventer une autre économie, c'est-à-dire à la fois d'autres modes de production et de consommation. Un autre mode de vie.

E&H : Nous sommes donc tous concernés.

Th. J. : Effectivement. Entre 1973 et 2007, notre produit intérieur brut a augmenté de 80%, mais les études d'Isabelle Cassiers (UCL) montrent que la satisfaction de vie de la population belge est en diminution de 8,8%. On a globalement plus de biens matériels, mais cette croissance du niveau de vie ne s'accompagne pas d'une augmentation de sa qualité. Par ailleurs, les inégalités augmentent. Aujourd'hui, en Flandre, l'une des régions les plus riches d'Europe, 11,1% de la population vit sous le seuil de pauvreté. C'est effrayant ! La croissance ne fait pas le bonheur.

E&H : Comment renverser la vapeur ?

Th.J. : Si je me situe du point de vue syndical, je constate que la sacro-sainte notion de « pouvoir d'achat » couvre aujourd'hui des réalités très différenciées. Depuis une vingtaine d'années, les inégalités entre jeunes et plus âgés, entre hommes et femmes,

entre diplômés et non diplômés, n'ont cessé de croître, conduisant ceux qui sont au bas de l'échelle à une précarisation telle qu'il ne s'agit plus tant de pouvoir d'achat que de vie décente, de survie. Aujourd'hui, avec des contrats précaires de type CDD et intérim, les jeunes et les moins qualifiés sont les principales victimes du chômage ; avec des salaires moindres et des contrats à temps partiels dans les secteurs les plus féminisés, bien des travailleuses n'arrivent pas à nouer les deux bouts. Comment vivre décemment avec le chômage ou un salaire à mi-temps ?

L'économie, pour quoi faire ?

Th. J. : Côté entreprises, il est nécessaire de réfléchir aux modèles de production économique. La crise l'a formidablement montré : des entreprises soi-disant dans l'économie réelle font l'essentiel de leurs bénéfices sur les marchés boursiers. Mais ce système est en faillite : il n'a pu tenir que parce que les États sont venus à sa rescousse. Cela pose la question fondamentale : l'économie pour quoi faire ? Et aussi : quelle croissance voulons-nous ? La crise offre l'opportunité de s'interroger sur la réalité du mieux-être apporté par certains services et produits. Développer une industrie d'armement est-ce vraiment utile ? Par ailleurs, dans une société où le vieillissement est devenu un défi majeur, développer des services d'accompagnement des personnes âgées n'apporterait-il pas de la croissance en même temps que du bien-être ? De même pour l'accueil de la petite enfance. Et là se profile une autre question : comment faire fonctionner une entreprise dont l'objectif est de développer un produit ou un service apportant plus de bien-être, sans réfléchir sur le long terme ? Des investissements qui rapportent immédiatement à l'actionnaire ne permettent pas de développer une économie « durable ». Et puis, il y a la réalité internationale. On parle de plus en plus des futurs réfugiés climatiques ou plus immédiatement, des sans papier qui vivent dans une précarité épouvantable et réclament un minimum de respect, car la plupart sont ici pour des raisons liées aux déséquilibres internationaux. Pensons au pêcheur sénégalais qui a quitté son pays parce que le morceau de mer dans lequel il pêchait est aujourd'hui dévasté par la pêche internationale industrielle pratiquée au large des côtes. Nos pays riches ne pourront relancer la machine économique sans tenir compte des déséquilibres économiques entre le Nord et le Sud. Ce sont, nous semble-t-il, des questions qui doivent être intégrées dans la concertation sociale.

La sacro-sainte notion de « pouvoir d'achat » couvre aujourd'hui des réalités très différenciées

E&H : Comment les employeurs perçoivent-ils vos questionnements ?

Th.J. : Certains reconnaissent volontiers que le « court-termisme » actuel, l'accumulation et le profit à tout prix conduisent dans une impasse. Il y a des prises de conscience progressives, mais, bien sûr, ce ne sont pas quelques employeurs qui changeront fondamentalement les choses. Il faut une prise de conscience politique aux niveaux national et international. Nous mettons beaucoup d'espoirs dans les accords de gouvernement récemment signés par les Régions et Communautés, car pas mal de points vont dans le sens de la construction d'un autre type de développement. Au niveau fédéral, c'est plus compliqué, vu la composition hybride du gouvernement qui allie des projets fort différents de développement social. Au plan européen, enfin, on constate une grande difficulté à agir de façon communautaire. Parce que le président de la Commission est plutôt à l'écoute des États-nations, en particulier des principaux d'entre eux, il n'y a pas de réaction européenne à la crise, seulement l'addition de réactions nationales ! L'Europe ne cesse de se targuer d'avoir un modèle social basé sur la concertation et diverses formes de protection sociale, mais il faut bien constater qu'en Angleterre, en Italie, en France et dans certains nouveaux pays adhérents, la sociale démocratie européenne cède la place à des solutions ultra libérales et conservatrices. On est dans l'addition de solutions nationales à la crise, alors qu'il faudrait développer au niveau européen un plan intégré mettant la personne humaine au cœur du développement, avec des notions comme l'égalité, la protection sociale et le développement durable. ■

Il faut une prise de conscience politique aux niveaux national et international